

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



DIX-HUITIEME CONFÉRENCE DES PARTIES (COP 18) SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET HUITIEME CONFERENCE DES PARTIES AGISSANT COMME REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO

Doha, Qatar

26 novembre - 07 décembre 2012

ALLOCUTION DE

Monsieur Rémi ALLAH-KOUADIO

Ministre de l'Environnement, de la Salubrité et du Développement
Durable

**Monsieur le Président de la 18^{ème} Conférence des Parties
servant de 8^{ème} Réunion des Parties au Protocole de
Kyoto ;**

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Délégués ;

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Avant tout propos, permettez-moi de m'acquitter d'un agréable devoir, celui de vous transmettre les salutations de son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire.

La délégation de la République de Côte d'Ivoire adresse ses sincères remerciements au Gouvernement et au peuple Qatari pour la qualité de l'accueil et de l'hospitalité dont elle a bénéficiée depuis son arrivée.

La délégation ivoirienne est convaincue que les négociations qui sont engagées sous le leadership du Qatar, aboutiront à des décisions fructueuses pour le maintien de la température

mondiale à moins de 2 degrés Centigrade à l'horizon 2020.

Veillez recevoir, à cet égard, Monsieur le Président, les vives félicitations de la délégation ivoirienne pour votre brillante élection à la Présidence de la 18^{ème} Conférence des Parties et surtout nos encouragements et notre soutien au cours de la conduite de nos travaux.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Notre monde est de plus en plus vulnérable aux aléas climatiques et les dernières catastrophes enregistrées de par le monde sont la parfaite illustration de la menace qui pèse sur nous.

En Côte d'Ivoire, l'étendue des zones vulnérables constituent une préoccupation majeure dans notre pays.

Aujourd'hui, 70% de la population est gravement affectée par les perturbations des calendriers culturels et les intermittences de la pluviométrie. Par ailleurs, l'économie ivoirienne qui repose sur l'agriculture traduite par la qualité de premier producteur mondial de cacao et troisième producteur mondial de café, subit de plein fouet les effets néfastes des changements climatiques.

Enfin, le littoral côtier ivoirien d'environ 550 kms qui, à

l'heure actuelle abrite au moins 30% de la population urbaine et d'importants sites touristiques, est menacé par la montée du niveau de la mer et l'érosion côtière.

La Côte d'Ivoire est ainsi confrontée à de véritables défis d'adaptation.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Les impacts des changements climatiques nous interpellent tous autant que nous sommes et, c'est à juste titre que nous nous sommes engagés à travers la convention sur le climat et le protocole de Kyoto à trouver des réponses appropriées.

Dans le cadre de la mise en œuvre effective de la Convention, la Côte d'Ivoire a élaboré ses 1^{ère} et 2^{ème} communications nationales et a lancé sa troisième. Les mesures volontaires d'atténuation appropriées au niveau national ont été et continuent d'être mises en œuvre afin d'emprunter une trajectoire de développement à faible émission de carbone.

Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, conformément à sa vision, a érigé dès sa prise de fonction en avril 2011, l'environnement et le développement durable en priorité nationale avec une note spéciale dédiée aux changements climatiques.

Cette volonté politique s'est traduite par le renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

A cet effet un programme national dédié aux changements climatiques a été créé, pour en prendre en compte de manière intégrée toutes les activités liées aux changements climatiques

Récemment, en octobre 2012, trois décrets ont été pris, notamment sur la REDD+, l'AN – MDP et la Réduction des Risques de Catastrophes.

La Côte d'Ivoire dispose de 14 parcs et réserves et 231 forêts classées constituant l'un des poumons importants de séquestration de carbone en Afrique de l'Ouest, pour lesquels des activités sont en cours pour leur gestion durable.

En dépit de ces efforts, la Côte d'Ivoire, à l'instar de la plupart des pays du continent africain, souffre de plus en plus des conséquences des changements climatiques et de leurs dommages et pertes associés.

Quinze ans après l'adoption du Protocole de Kyoto, les efforts entrepris par la communauté internationale s'avèrent insuffisants au regard de la menace.

Aujourd'hui, ce constat commande que les ambitions en matière de limitation et de réduction des émissions de carbone soient à même de relever le défi d'une température de moins 2 degrés centigrades.

Je voudrais donc, abordant les enjeux de la dix-huitième Conférence des Parties, signifier que la Côte d'Ivoire s'associe à la déclaration de l'Union Africaine et à celle faite par l'Algérie, au nom du G77 et la Chine.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs ;

La Côte d'Ivoire attend un meilleur leadership des pays industrialisés en termes d'ambitions rassurantes pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

Nous sommes d'avis qu'ils doivent jouer véritablement leur partition dans l'effort collectif de gestion des changements climatiques sans pour autant sacrifier leur croissance économique.

Ces efforts doivent être orientés en faveur d'une amélioration du développement et la dissémination des technologies, ainsi que de nouvelles modalités de financement, y compris celles basées sur le système du marché pour permettre aux pays en voie de développement qui consentent déjà d'énormes

sacrifices, de s'acquitter de leurs obligations..

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le moment est venu d'agir, car le défi des changements climatiques appelle une réponse sans précédent à la mesure des défis. C'est pourquoi, le protocole de Kyoto doit être amendé et renforcé au cours de la 2^{ème} période d'engagement avec un relèvement significatif des ambitions d'objectifs quantifiés de limitation et de réduction des émissions.

Le temps est désormais à l'action car le coût de l'inaction sera fatal pour notre planète mettant ainsi en péril l'avenir des générations futures.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

L'Afrique a besoin de ressources nouvelles et supplémentaires pour son adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. Les parties devraient revoir, à cet égard, les mécanismes des fonds carbone et d'adaptation afin de les rendre plus accessibles aux pays en développement et en particulier aux pays africains. Ainsi, ces derniers pourront satisfaire leurs besoins énergétiques tout en évoluant vers une économie à faible émission de carbone ; surtout que leur

établissement avait suscité beaucoup d'espoir mais leur opérationnalisation reste jusque-là abstraite.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs ;

Sauvons donc notre planète à partir de Doha en adoptant des décisions courageuses et historiques!

Je vous remercie.